



Le Samedi 14 octobre, Ensemble pour :

-  **nos biens publics**
-  **nos emplois**
-  **nos salaires**
-  **nos droits**

Le gouvernement persiste dans sa volonté d'imposer la privatisation de Gaz de France. Celle-ci est contraire à l'intérêt de notre pays, à celui des usagers, ainsi qu'à l'opinion d'une majorité de la population tel qu'il ressort des enquêtes d'opinion. Cette persistance illustre le mépris dans lequel sont tenus les salariés, privés d'emploi, retraités, étudiants, à travers l'emploi, les salaires, les conditions de vie.

Emploi :

Les plans sociaux se succèdent, au mépris des salariés qui apprennent les licenciements par la presse, qui sont mis en concurrence avec les salariés d'autres pays, au mépris d'un développement industriel, économique, humain, local et international solidaire.

Salaires :

Les jeunes doivent prendre des boulots précaires pour arriver à continuer leurs études, quand ils ne sont pas réduits au chômage, contraints d'accepter des CDD à temps partiel à 600 € par mois pour un jeune sans qualification ou à 1 000 € pour un ingénieur informatique.

Santé :

L'accès aux soins devient difficile ; quel est ce mépris qui conduit à faire payer au patient, de plus en plus, ses médicaments, ses examens, ses consultations, au nom d'une réforme de la Sécu présentée déficitaire mais qui doit supporter le financement des assurances privées des obstétriciens et chirurgiens libéraux ?

Retraites :

Qu'est-ce que ce mépris du pouvoir politique, médiatique, affairiste, fortunés habitant Neuilly ou abonnés des stock-options aux chiffres démentiels, qui prétendent que les fonctionnaires qui partent à la retraite à 60 ans, avec une petite pension, sont des privilégiés ?

Services Publics :

N'est-ce pas un sentiment de mépris que l'on ressent quand on reçoit ses factures de téléphone, au regard de la dégradation du service rendu depuis la privatisation de France-Télécom ?

La qualité du service, à Gaz de France, a déjà commencé à se détériorer depuis que s'organise la privatisation, les prix augmentent afin de préparer des marges confortables pour les futurs actionnaires, au mépris de l'utilisateur. (70% d'augmentation de la facture d'énergie depuis l'ouverture partielle du marché en 2000).

S'il est légitime de réfléchir aux évolutions que nécessitent les défis énergétiques et environnementaux actuels, rien ne peut justifier que les pouvoirs publics perdent la maîtrise des leaders que sont aujourd'hui EDF et Gaz de France.

Le maintien de la souveraineté nationale dans le secteur de l'énergie est indispensable pour garantir la maîtrise durable de notre politique énergétique, et pour continuer à fournir à nos concitoyens une énergie de qualité, à des conditions qui préservent leur pouvoir d'achat.

Le succès reconnu de la politique énergétique de la France, initiée depuis plus de 60 ans, permet de mesurer la performance de notre système énergétique et de ses deux piliers que sont Gaz de France et EDF.

L'énergie n'est pas un produit comme les autres. EDF et Gaz de France ne sont pas des entreprises comme les autres.

Le Président de la République le confirmait et prenait des engagements Lors du Conseil des ministres du 19 mai 2004 : " EDF et GDF sont de grands services publics. Ils le resteront, ce qui signifie qu'ils ne seront pas privatisés ".

Qui plus est, l'annonce récente des excellents résultats de Gaz de France sur le premier semestre 2006, confirme encore que cette entreprise a les moyens de son développement et les capacités à forger des alliances, dans le cadre d'un véritable projet industriel, sans pour autant être privatisée.

Les Services publics doivent rester un bien public, de façon à rester garants de l'égalité d'accès pour tous. La privatisation de Gaz de France signifie un accès inégalitaire, déterminé par les moyens financiers de l'utilisateur devenu "client", soumis à des tarifs augmentés et différents d'un lieu de résidence à l'autre.

La recherche de profits génère des guerres industrielles entre grands groupes, aboutissant à un énorme monopole privé pour celui qui emporte le marché.

Un ras le bol général :

Dans tous les secteurs d'activité, les salariés expriment un fort mécontentement, une impatience d'en finir avec cette régression sans précédent. Refusons les tentatives d'enfermement du débat de société dans une approche populiste et sécuritaire des problèmes sociaux.

Il y a urgence à agir :

Pour répondre aux aspirations à mieux vivre, sans abandonner le terrain de la lutte au prétexte de la campagne électorale. Car c'est bien la lutte qui a fait reculer le gouvernement sur le CPE.

Le 14 octobre doit constituer une première étape vers le rassemblement de toutes nos forces afin de gagner sur tous les points comme nous avons su le faire contre le CPE

Pour :



nos biens publics

(énergie, sécurité sociale, santé, éducation nationale...)



nos emplois



nos salaires



nos droits

Manifestation inter-professionnelle

SAMEDI 14 OCTOBRE

A BOURGES 10 h 30 Place Séraucourt

A VIERZON 10 h 30 Forum République